



Renoncer à ses alliances n'est pas une solution pour le Canada

Voici le texte d'une lettre adressée au quotidien *Montreal Gazette* par le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures. La lettre paraissait dans l'édition du 3 avril.

« M. Gwynne Dyer prétend que, pour réduire les risques de guerre nucléaire, le Canada devrait quitter l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et le Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord. Ce faisant, nous deviendrions, selon lui, la Finlande de l'Amérique du Nord.

En bien, ses deux postulats sont faux.

Notre retrait de l'Alliance occidentale rendrait une guerre nucléaire plus probable. Une rupture de l'Alliance pourrait enhardir les Soviétiques. L'OTAN se sentirait affaiblie et certains de ses membres pourraient être amenés à faire des démonstrations de force.

L'atmosphère qui a conduit au Sommet Reagan-Gorbatchev ne serait plus et les négociations sur le contrôle des armements retomberaient dans l'impasse.

Par ailleurs, le Canada ne pourrait jamais devenir une Finlande. Les Finlandais sont certes un peuple estimable, mais qui a été façonné par sa nature et son histoire, différentes des nôtres.

Nous sommes fiers du rôle de maintien de la paix que nous jouons au niveau international et de notre réputation de pays modéré et raisonnable. Mais la modération n'est pas une fin en soi. Notre but est d'accroître la liberté et nous préférons l'atteindre en prônant le règlement pacifique des conflits, en luttant contre la pauvreté et la famine, et en favorisant le respect des droits de l'homme.

D'ailleurs, cela ne nous a jamais empêchés de défendre nos valeurs, au besoin par la force des armes. La détermination et le courage que les Canadiens ont montrés pendant les deux guerres mondiales et la guerre de Corée font autant partie de notre histoire que notre action au niveau de la diplomatie et du développement. Il n'y a rien de neutre dans notre nature ou notre tradition.

Par ailleurs, ce n'est pas notre situation géographique qui a motivé notre appartenance à l'OTAN ou au NORAD, mais notre volonté de liberté.

C'est rabaisser les Canadiens et mal interpréter notre histoire que de laisser entendre que nous restons à l'OTAN pour ne pas déplaire aux États-Unis. Nous appartenons à l'OTAN parce que nous y sommes à notre place tout comme nous sommes à notre place à la Conférence sur le désarmement de Genève et dans les campagnes d'Asie et d'Afrique où nous enseignons les formes agricoles.

En fait, le Canada a joué un rôle clé dans la création de l'OTAN, rôle qui à la fois affirme notre engagement à la liberté et fournit les moyens d'assurer une approche occidentale collective pour respecter cet engagement. Grâce à l'OTAN, nous et les autres pays pouvons influencer — et en fait influençons — la politique américaine.

Entre parenthèses, les reporters qui voient en l'OTAN un fardeau plutôt que notre création alimentent la notion selon laquelle le Canada est un pays sans identité ni réalisations.

Il ne fait aucun doute qu'une course incontrôlée aux armements menacerait l'humanité. Tous les pays devraient réduire cette menace et un pays comme le nôtre a plus d'influence que bien d'autres à cet égard.

Une partie de notre force découle de la réputation que nous avons d'œuvrer de façon constante et constructive dans les domaines où nous avons des compétences ou une renommée, par exemple la vérification et l'interdiction des armes chimiques, la non prolifération des armes nucléaires et autres questions. Une partie de notre crédibilité provient du fait que nous ne prétendons pas être neutres, et une partie de notre autorité du fait que ne nous posons pas en supérieurs.

La tentation est grande, lorsque les événements ne vont pas assez vite et que se multiplient les craintes et les frustrations, de faire des gestes spectaculaires. Il m'arrive régulièrement, en tant que ministre des Affaires étrangères d'être invité, au nom du Canada, à épouser des causes extrêmes pour faire entendre notre voix.

Les événements internationaux ne réagissent presque jamais à ce genre de message. Le changement est rarement spectaculaire et il découle de la constance

plutôt que de la surprise. En fait, les gestes spectaculaires sont souvent inefficaces. Selon M. Dyer, le retrait du Canada de l'OTAN inciterait la Pologne à quitter le Pacte de Varsovie. Or, c'est presque certainement le contraire qui arriverait. Le désarroi que nous causerions au sein de l'OTAN amènerait sans aucun doute l'Union soviétique à insister sur le renforcement de la solidarité au sein du Pacte de Varsovie.

Mais ce qui est plus curieux à l'égard de la proposition de M. Dyer, c'est le moment qu'il a choisi pour la faire. Il y a deux ans, le monde était préoccupé par l'accroissement des stocks d'armes et la réduction des contacts entre les pays. Aujourd'hui ces derniers ont au moins repris entre les chefs, les négociateurs et les peuples soviétique et américain. De part et d'autre la situation a beaucoup évolué. Il y a aujourd'hui une réelle possibilité de progrès en ce qui concerne la réduction du nombre total d'armes. Les deux leaders ont convenu de se rencontrer régulièrement et leurs interventions sont télévisées dans les deux camps. Inévitablement, les progrès seront lents, mais nous avons plus d'espoir aujourd'hui que nous n'en avons eu depuis plusieurs années.

Les négociations ont eu lieu en partie parce que l'Union soviétique n'a plus aucun doute sur la solidarité occidentale. Les tentatives de division de l'OTAN sur les questions de l'Afghanistan, du déploiement des missiles en Europe ou de l'initiative américaine de défense stratégique (IDS ou guerre des étoiles) ont échoué. Remettre en cause l'unité qui nous a menés à Genève pourrait nuire aux négociations qui s'y déroulent. En fait, la reprise des négociations entre les superpuissances rend l'OTAN et NORAD encore plus importants. Alors que seuls deux pays y participent, tous les peuples du monde seront touchés par leurs résultats.

L'OTAN permet au Canada et aux autres alliés d'avoir un accès direct aux détails des négociations et d'influencer ces dernières. D'ailleurs, nous avons par le passé proposé aux Américains de présenter certaines initiatives qui ont été acceptées. Et c'est précisément ce que nous souhaiterions pouvoir refaire en restant au sein de l'OTAN. »